



# Présentation Juriconnexion

25.11.14



# Les fondateurs Luxia



Georges-André Silber  
Président



Ismaël Ziani  
Directeur Général

# À propos de Luxia

- ✘ Start-up issue de l'école des mines Paris
- ✘ Expertise reconnue dans le traitement des données juridiques
- ✘ Membre du COEPIA
- ✘ 1995 : Adminet / droit.org
- ✘ 2010 : Légimobile (co-crédation avec la DILA)



journaux officiels

codes

conventions collectives

conseil constitutionnel

cours d'appel

conseil d'état

arrêtés

lois

legifrance.gouv.fr

circulaires

tribunal des conflits

règlements

constitution

cnil

ordonnances

jurisprudence

legimobile.fr

tribunaux administratifs

décrets

assemblee-nationale.fr

cours de cassation

traités européens

service-public.fr

senat.fr

# Des millions de ressources

## Au même endroit

### Droit Français

- × Constitution >
- × Traités internationaux >
- × Journaux officiels >
- × Codes >
- × Lois et règlements >
- × Autorités administratives indépendantes >
- × Bulletins officiels >
- × Jurisprudence >
- × Conventions collectives >
- × Assemblées >

### Droit Européen

- × Législation et réglementation >
- × Documents préparatoires >
- × Jurisprudence >
- × Questions parlementaires >



*Le plus important site de diffusion du droit en France en accès gratuit : fonds Légifrance, Eur-Lex... dont près d'1 million de textes de jurisprudence.*



*Le plus important site de diffusion du droit en France en accès gratuit : fonds Légifrance, Eur-Lex...*

- ✘ Mise en valeur des données y.c sur l'ergonomie
- ✘ Moteur de recherche unifié
- ✘ Fonctions destinées aux professionnels (payantes)
- ✘ Veille automatisée

# 8 idées pour faciliter

*l'accès aux sources du droit*

Rassembler  
les sources

Fluidifier  
la navigation

Faciliter  
la recherche

Positionner  
dans le temps

Historiser  
son travail

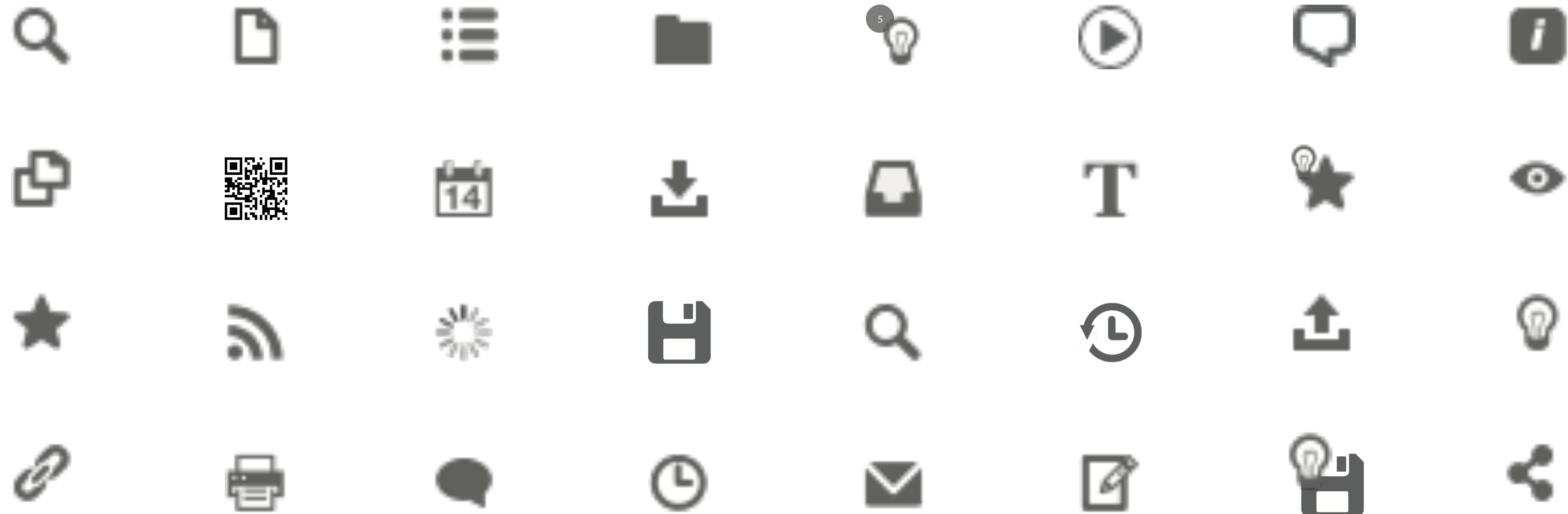
Personnaliser  
ses contenus

Automatiser  
la veille

Partager  
ses idées



# Plus de 30 fonctionnalités pour simplifier la recherche



# Valeur ajoutée d'Alinéa

- ✘ Données organisées hiérarchiquement
- ✘ URI unique, intelligible et pérenne (précurseur d'ELI)
- ✘ Méthodes originales : versions, comparaison, alinéa
- ✘ Fonctions professionnelles : annotations, notes, dossiers, historique, sessions enregistrées, PDF et veille automatisée

# La veille selon Alinéa

- ✖ Multi-niveaux
- ✖ Automatisée et paramétrable
- ✖ Simple
- ✖ Ergonomique

# La veille multi-niveaux

## Plan / Document / Recherche

fr / jp  
Droit français

### Jurisprudence

- Administrative >
- Judiciaire >
- Constitutionnelle >
- Financière >

- Tag sur un niveau du plan

- Document ajouté
- Nouvelle version d'un doc

# La veille multi-niveaux

## Plan / Document / Recherche

Code civil

Version au 20 novembre 2014

En vigueur depuis le 6 août 2014 jusqu'à une date indéterminée

Article 17-3

En vigueur depuis le 21 novembre 2007

Les demandes en vue d'acquérir, de perdre la nationalité française ou d'être réintégré dans cette nationalité, ainsi que les déclarations de nationalité, peuvent, dans les conditions prévues par la loi, être faites, sans autorisation, dès l'âge de seize ans.

Le mineur âgé de moins de seize ans doit être représenté par celui ou ceux qui exercent à son égard l'autorité parentale.

Doit être pareillement représenté tout mineur dont l'altération des facultés mentales ou corporelles empêche l'expression de la volonté. L'empêchement est constaté par le juge des tutelles d'office, à la requête d'un membre de la famille du mineur ou du ministère public, au vu d'un certificat délivré par un médecin spécialiste choisi sur une liste établie par le procureur de la République.

Lorsque le mineur mentionné à l'alinéa précédent est placé sous tutelle, sa représentation est assurée par le tuteur autorisé à cet effet par le conseil de famille.

- Tag sur un niveau d'un élément (texte, section, article)

- 🗨 Nouvelle version en vigueur (avec diff)

- 🗨 Nouvelle version future

# La veille multi-niveaux

## Plan / Document / Recherche

Recherche à partir de la position : tout le site.

Votre recherche : *titre ou contenu* "licenciement sans cause réelle sérieuse"

33 329 résultats

1 2 3 4 5 >

Tri par par date



✗ Cour de cassation, civile, Chambre sociale, 13 novembre 2014, 13-18.443, Inédit  
it grief à l'arrêt de dire le licenciement sans cause réelle ni [...] sérieuse et de le condamner à verser au [...] ne garantie de fond et que le licenciement, prononcé [...] sans que le salarié ait été avisé q [...] t organisme, ne peut avoir de cause réelle et [...] sérieuse ; Et attendu qu'ayant constat [...] se trouvait sous le coup d'un licenciement disciplinaire et relevé qu'il [...] en a exactement déduit que le licenciement était [...] sans cause réelle et [...] sérieuse ; que le moyen n'est pas fondé  
Jurisprudence judiciaire — 13-18443

✗ Cour de cassation, civile, Chambre sociale, 13 novembre 2014, 13-21.974, Inédit  
licenciement sans cause réelle et [...] sérieuse, infirmé de ces chefs » ; AL [...] dant à voir dire et juger son licenciement non fondé sur une faute grave [...] et sans cause, et d'avoir en conséquence dé [...] tions par la présente votre licenciement pour faute grave, [...] sans préavis, ni indemnité  
Jurisprudence judiciaire — 13-21974

✗ Cour de cassation, civile, Chambre sociale, 13 novembre 2014, 13-17.459, Inédit  
éléments que le licenciement de Philippe X... reposait sur une [...] cause réelle et [...] sérieuse et qu'il convient donc de conf [...] s indemnitaires au titre d'un licenciement nul ou, subsidiairement, [...] sans cause réelle et [...] sérieuse [...] êt attaqué d'avoir dit que le licenciement de M. X... repose sur une [...] cause réelle et [...] sérieuse et de l'avoir débouté de sa de [...] actère discriminatoire de son licenciement et subsidiairement à son absen [...] ce de cause réelle et [...] sérieuse, la société Towercast ne just  
Jurisprudence judiciaire — 13-17459


- Tag sur les nouveaux documents





🗨 Pas de redondance

🗨 Prise en compte de lecture

# La veille automatisée et paramétrable






## Automatisée / Paramétrable








### Centre de notifications

#### Signets (25)

 Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin 03.12.2013 : modification de texte	>
 Cours d'appel, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin 01.12.2013 : nouvelle citation	>
 Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin 29.11.2013 : modification de texte	>
 Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin 03.12.2013 : modification de texte	>
 Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin 03.12.2013 : modification de texte	>

[Voir plus de signets](#)

#### Recherches (10)

 Travail dissimulé Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013	>
 Licenciement sans cause réelle et sérieuse Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 12/11/2014 / Modifiée le 21/11/2014	>
 Évasion fiscale Recherche sur : évasion fiscale / Créée le 05/01/2014 / Modifiée le 19/11/2014	>

[Voir plus de recherches](#)

### Paramètres des notifications

#### Signets

Notification par email : activée ↕

Notification par sms : activée ↕

#### Recherches

Notification par email : activée ↕

Notification par sms : activée ↕

Adresse email :

N° mobile :







# La veille simplifiée

## Aussi facile qu'un clic

### Recherches enregistrées

#### Recherches (25)

 Recherche intelligente

-  **Invitation de lecture**  
Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013 >  on  off
-  **Travail dissimulé**  
Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013 >  on  off
-  **Travail dissimulé**  
Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013 >  on  off
-  **Invitation de lecture**  
Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013 >  on  off
-  **Travail dissimulé**  
Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013 >  on  off
-  **Travail dissimulé**  
Recherche sur : travail dissimulé / Créée le 21/01/2013 / Modifiée le 21/06/2013 >  on  off



# La veille ergonomique

## Et si en plus c'était agréable à lire!

Résumé de votre recherche

Travail dissimulé / Travail au noir / cabinet d'experts-comptables / Salaires / Heures supplémentaires /  
Licenciement sans cause réelle

Marquer tous les nouveaux résultats comme lus

5 nouveaux résultats sont disponibles pour cette recherche

4 616 résultats

1 2 3 4 5 6

Tri par *date de publication* ▼ 🔒 ↕

**N Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin** 

heure supplémentaires et indemnité pour **travail dissimulé**, alors, selon le moyen des motifs, la cours d'appel a violé  
Jurisprudence judiciaire / cour de cassation / chambres civiles

**N Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin** 

heure supplémentaires et indemnité pour **travail dissimulé**, alors, selon le moyen des motifs, la cours d'appel a violé  
Jurisprudence judiciaire / cour de cassation / chambres civiles

**N Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin** 

heure supplémentaires et indemnité pour **travail dissimulé**, alors, selon le moyen des motifs, la cours d'appel a violé  
Jurisprudence judiciaire / cour de cassation / chambres civiles

**N Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin** 

heure supplémentaires et indemnité pour **travail dissimulé**, alors, selon le moyen des motifs, la cours d'appel a violé  
Jurisprudence judiciaire / cour de cassation / chambres civiles

**N Cours de cassation, civile, Chambre sociale, 24 avril 2013, 11-28.691, Publié au bulletin** 

heure supplémentaires et indemnité pour **travail dissimulé**, alors, selon le moyen des motifs, la cours d'appel a violé  
Jurisprudence judiciaire / cour de cassation / chambres civiles

# Le business model

*Fremium*

Accès aux sources gratuit  
Fonctions à valeur ajoutée payantes

Tarif par mois / utilisateur

<b>Membre</b> 14,90€	<b>Premium</b> 19,90€	<b>VIP</b> 29,90€
<b>Pack Membre</b> Recherche et comparaison	<b>Pack Premium</b> Dossier et personnalisation	<b>Pack VIP</b> Veille juridique
Comparaison de documents Recherche avancée PDF haute qualité	Pack Membre + Dossiers, notes et annotations Historique et sessions enregistrées PDF personnalisés et composites	Pack Premium + Centre de notifications Veilles sur corpus juridiques Veilles sur recherches Veilles sur documents



*Encore de nombreuses idées à venir*

- ✘ Veille sur un lien du document
- ✘ Paramétrage de la fréquence de notification
- ✘ Regroupement des notifications par facettes
- ✘ Usage offline
- ✘ Alinéa Entreprise

L U X I A

HIGH DEFINITION × CONTENT MANAGEMENT

[alineabyluxia.fr](http://alineabyluxia.fr)

[iz@luxia.fr](mailto:iz@luxia.fr)

 **ALINEA**  
BY LUXIA